

BIBLIOTHÈQUE DE DROIT INTERNATIONAL

sous le patronage de

L'INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

TOME V

**LES RÉSERVES
DANS LES
TRAITÉS INTERNATIONAUX**

PAR

KAYE HOLLOWAY

DOCTEUR EN DROIT

Préface de

CHARLES ROUSSEAU

MEMBRE DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL
PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

P A R I S

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON & R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot, 20

1958

TABLE DES MATIERES

PRÉFACE	v
INTRODUCTION	7

PREMIÈRE PARTIE

EVOLUTION DANS LA TECHNIQUE DE CONCLUSION DES TRAITES MULTILATERAUX

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.....	13
CHAPITRE PREMIER. — QUELQUES ASPECTS DE LA NOUVELLE TECHNIQUE	17
<i>Section I.</i> — Les modifications de technique dans l'élaboration et la conclusion des traités.....	17
a) La procédure à l'époque de la Société des Nations.....	18
b) La pratique des Nations Unies.....	19
<i>Section II.</i> — Essais de codification des règles régissant l'élaboration et la conclusion des traités.....	21
<i>Section III.</i> — Les dispositions constitutionnelles et la validité des traités	37
Position du problème.....	37
a) Les restrictions constitutionnelles au pouvoir de conclure des traités n'ont aucune valeur juridique internationale.....	39
b) Les traités conclus en violation des limitations constitutionnelles sont frappés de nullité.....	42
c) Une solution moyenne.....	43
d) Les précédents en matière d'inconstitutionnalité des traités... ..	45
e) La position de la Commission du droit international.....	50
CHAPITRE II. — VALEUR ET IMPORTANCE DE LA SIGNATURE.....	63
<i>Section I.</i> — La signature en tant que moyen d'acceptation définitive..	65
<i>Section II.</i> — Les deux autres fonctions de la signature.....	67
CONCLUSIONS GÉNÉRALES.....	88

DEUXIÈME PARTIE

LE DROIT POSITIF DANS LE DOMAINE
DES RESERVES

REMARQUES GÉNÉRALES.....	101
CHAPITRE PREMIER. — LA DOCTRINE.....	103
<i>Section I.</i> — Position du problème.....	103
<i>Section II.</i> — Les opinions des juristes.....	107
<i>Conclusions</i>	112
CHAPITRE II. — LA PRATIQUE.....	115
<i>Section I.</i> — La pratique des gouvernements	115
<i>Section II.</i> — La pratique de la Société des Nations.....	118
<i>Section III.</i> — Le système de l'Union pan-américaine.....	122
<i>Section IV.</i> — La pratique de l'Organisation internationale du travail.....	124
<i>Section V.</i> — La pratique des Nations Unies	126
CONCLUSIONS	129

TROISIÈME PARTIE

LA CONTROVERSE
AU SUJET DU DROIT DES RESERVES
ET SON EVOLUTION

REMARQUES GÉNÉRALES.....	133
CHAPITRE PREMIER. — L'ASSEMBLEE GENERALE EST SAISIE DU DIFFEREND	135
<i>Section I.</i> — Une première prise de position de la Commission du droit international	135
<i>Section II.</i> — Le rapport du Secrétaire général.....	136
CHAPITRE II. — LES DEBATS A LA SIXIEME COMMISSION.....	139
<i>Section I.</i> — La règle du consentement unanime.....	139
<i>Section II.</i> — Les partisans du système pan-américain	143
<i>Section III.</i> — Les partisans de la pleine liberté.....	144
CHAPITRE III. — LE DIFFEREND DEVANT LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE.....	147
<i>Analyse des exposés et plaidoiries des Gouvernements et des Organisations internationales</i>	147
<i>Section I.</i> — Exposé écrit de l'Organisation des Etats américains.....	148
<i>Section II.</i> — Exposé écrit du Gouvernement des Etats-Unis.....	149
<i>Section III.</i> — Exposé et plaidoirie du Gouvernement du Royaume-Uni.....	159
<i>Section IV.</i> — Exposé oral du Gouvernement français.....	171
<i>Section V.</i> — Avis consultatif du 28 mai 1951.....	175
Appréciations critiques	181

CHAPITRE IV. — LE RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL	191
CHAPITRE V. — L'ASSEMBLEE GENERALE SE PRONONCE SUR LE PROBLEME DES RESERVES.....	197
Section I. — Les données du problème.....	197
Section II. — Les débats et leur aboutissement.....	199
CHAPITRE VI. — NOUVELLES PROPOSITIONS CONCERNANT LES RESERVES	209
Section I. — Une solution de compromis.....	209
Section II. — Une prise de position énergique.....	226
CHAPITRE VII. — LA TENDANCE ACTUELLE EN MATIERE DE RESERVES	235
Section I. — Les réserves dans les récentes conventions multilatérales.....	235
Section II. — L'évolution de la pratique des institutions spécialisées..	240
Section III. — Les débats à la Commission des droits de l'homme.....	242
Section IV. — Les réserves dans les Conventions de Genève de 1949..	244
Un aperçu sommaire des réserves et appréciation critique.....	245
CONCLUSIONS	250

QUATRIÈME PARTIE

ETUDE CRITIQUE

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES	255
CHAPITRE PREMIER. — L'ÉTAT ACTUEL DU DROIT DE RESERVES.....	259
Section I. — Analyse de la résolution.....	259
a) Les Conventions futures	259
b) La Convention sur le génocide.....	260
c) Les Conventions futures dont le Secrétaire général serait le dépositaire	263
Section II. — La résolution et la nouvelle règle en matière de réserves	264
Section III. — La résolution et l'abrogation de la <i>lex lata</i>	267
CHAPITRE III. — LA PROCEDURE D'ELABORATION DES REGLES DU DROIT INTERNATIONAL.....	271
Section I. — La formation ou la « constatation » de la règle en vigueur	272
Section II. — Le fondement de la force obligatoire de la règle de l'unanimité	280
Section III. — Le développement du droit international.....	284
a) Le critère de compatibilité	285
b) Le système de pleine liberté.....	289

CHAPITRE III. — L'INCIDENCE DE LA RESOLUTION DE L'ASSEMBLEE GENERALE ET DE L'AVIS DE LA COUR SUR L'ELABORATION DES REGLES CONVENTIONNELLES	293
<i>Section I.</i> — Les Conventions multilatérales générales à caractère législatif	293
<i>Section II.</i> — La Convention sur le génocide.....	301
CHAPITRE IV. — RENFORCEMENT DU PRINCIPE DE SOUVERAINETE ET REGRESSION DU DROIT INTERNATIONAL.....	311
CHAPITRE V. — L'ARRET DE LA COUR DU 6 JUILLET 1957 ET SES INCIDENCES	317
<i>Section I.</i> — La nature juridique de la déclaration d'acceptation de la clause facultative.....	319
<i>Section II.</i> — Le critère de compatibilité et les « réserves subjectives ».	322
a) Recherche de l'intention des parties et l'interprétation d'une réserve « subjective ».....	327
b) Le principe de bonne foi, base d'une obligation juridique.....	337
c) Le « domaine réservé ».....	342
<i>Section III.</i> — La Cour peut-elle renverser la tendance actuelle ?.....	348
PERSPECTIVES D'AVENIR.....	353

ANNEXES

ANNEXE A. — Texte de la Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide.....	361
ANNEXE B. — La résolution 478 (V) du 16 novembre 1950.....	364
ANNEXE C. — Résolution 598 (VI) du 12 janvier 1952.....	366
ANNEXE D. — Convention sur le génocide.....	367
ANNEXE E. — Texte des réserves à la Convention sur le génocide.....	368
BIBLIOGRAPHIE	371
TABLE DES MATIÈRES.....	375